

La mobilisation populaire anti-Trump tarde à profiter du rejet par la bourgeoisie bien-pensante et par sa base moyenne-petite bourgeoisie

The Times They Are A-Changin' comme le chantait Bob Dylan... mais dans le mauvais sens. La néo-fascisation du monde est à ce point troublante que les puissances moyennes, sous la conduite du gouvernement du Canada — croyez-le ou non —, réalisent qu'elles devront faire front vis-à-vis les grandes puissances en voie de se diviser le monde en zones de domination et d'influence. En parallèle, les inégalités de revenu et de richesse sont à ce point aiguisées que [les petits oligarques multimillionnaires et ceux moyens milliardaires sonnent la révolte fiscale](#) contre la poignée de multimilliardaires. Ces deux contradictions politique et économique au sein de la bourgeoisie mondiale sont révélatrices de l'intensité des contradictions planétaires... et une invitation à la gauche antilibérale et anticapitaliste à les instrumentaliser sans bien sûr s'y laisser prendre.

Le Canada, chef de file de la défense du droit international contre le néofascisme ?

Le Premier ministre Carney dans son discours retentissant de Davos — le plus important qu'un Premier ministre canadien ait jamais prononcé depuis Trudeau père [selon la chroniqueuse Chantal Hébert](#) — clame [la fin de l'illusion commode de l'ordre internationale fondé sur des règles et la réalité brutale de la géopolitique des grandes puissances](#) où « *les forts font ce qu'ils peuvent et [...] les faibles subissent ce qu'ils doivent.* » De préciser Carney, « *Nous savions que le récit de cet ordre international était en partie faux. Que les plus puissants s'en exemptaient lorsque cela les arrangeait. Que les règles commerciales étaient appliquées de manière asymétrique. Et que le droit international s'appliquait avec une rigueur variable selon l'identité de l'accusé ou de la victime.* » Tout un aveu de ce secret de Polichinel de la part de la tête dirigeante d'un pays du G-7.

D'en conclure Carney, « *...de cette fracture peut naître quelque chose de meilleur, de plus fort et de plus juste. C'est la tâche des puissances moyennes, qui ont le plus à perdre d'un monde de forteresses et le plus à gagner d'un monde de véritable coopération. Les puissants ont leur pouvoir. Mais nous avons aussi quelque chose : la capacité de cesser de faire semblant, de nommer la réalité, de renforcer notre position nationale et d'agir ensemble.* » D'interroger l'économiste marxiste Michael

Roberts, « *Carney souhaite désormais que les puissances moyennes s'organisent séparément – un BRICS du Nord ?* » Son vis-à-vis du Sud est plutôt un modèle d'impuissance : « *...les BRICS défendent le multilatéralisme et le système des Nations Unies qui sont en pleine crise. Ils défendent également le mode de production capitaliste, productiviste-extractiviste qui exploite le travail humain et détruit la nature. [...] S'ils voulaient mettre en œuvre un modèle de développement différent, ils auraient à leur disposition d'importants moyens pour le faire mais ce n'est pas dans leur intention et cela ne fait pas partie de leur pratique.* »

Roberts en déduit l'impuissance de la stratégie Carney : « *Il est fort probable que Trump parvienne à annexer le Groenland et devienne ainsi le premier président américain à étendre l'empire américain dans l'hémisphère occidental. Une intervention militaire est exclue, mais une guerre économique est envisagée à moins que les Européens ne capitulent – or, l'Europe est fortement dépendante des importations américaines de gaz naturel liquéfié pour son énergie et de la puissance militaire américaine pour poursuivre la guerre contre l'invasion russe de l'Ukraine. Un accord immobilier, en quelque sorte, est donc probable.* »

Si le rapport de force ÉU-Europe est à ce point défavorable à l'Europe, celui ÉU-Canada est dévastateur on-sait-pour-qui. Avant 2025, 24% du PIB canadien (18% pour le Québec) était exporté aux ÉU soit environ les trois quarts de leurs exportations en biens et services. À contrario, les exportations canadiennes combinées à celles mexicaines ne comptaient que pour moins de 4% du PIB étatsunien. C'est dire la vulnérabilité des économies canadienne et québécoise à la guerre tarifaire des ÉU et particulièrement à la remise en question de l'ACEUM qui pour le moment sert de bouclier à leurs économies malgré la hausse de certains tarifs.

Le débat corsé et menaçant au sujet du Groenland, qui n'est que partie remise, laisse entrevoir que les visées de Trump sur le Canada ne sont pas qu'une farce plate. Tant pour le Groenland que pour le Canada Trump pourrait ne pas se satisfaire de garanties d'accès au territoire et ressources et de la hausse substantielle déjà engagée du budget militaire canadien en particulier pour l'Arctique pas plus qu'un renforcement de la sécurité des frontières. Face au contrôle russe, et éventuellement chinois via une mainmise de facto sur l'Extrême-Orient russe, sur le passage du Nord-Est, Trump vise un contrôle similaire sur celui du Nord-Ouest. Il ne se gênera pas pour exploiter les séparatistes failles albertaine et québécoise. Il a suffi d'une concession limitée du Canada pour l'entrée des bon

marché et performants véhicules électriques chinois en faveur du canola saskatchewanais pour provoquer l'ire du Premier ministre de l'Ontario.

L'élastique des inégalités sous tension maximum trouble le sommeil bourgeois

Côté économique, à l'occasion du Sommet annuel 2026 de Davos, [Oxfam a de nouveau rappelé au monde le clash sans précédent des écarts de richesse](#). « *La fortune cumulée des milliardaires a bondi de 2500 milliards de dollars l'année dernière, soit presque l'équivalent de la richesse totale détenue par la moitié la plus pauvre de l'humanité (4,1 milliards de personnes). Il suffirait de seulement 65 % de cette fortune acquise au cours de l'année écoulée pour mettre fin à la pauvreté dans le monde, calcule Oxfam.* »

Au Canada, la richesse totale des milliardaires a augmenté de 10 % en un an. Il faut seulement 47 minutes à un milliardaire canadien pour empocher le revenu annuel moyen d'un Canadien ou d'une Canadienne.

Le Canada compte 12 milliardaires de plus qu'en 2024, pour un total de 77, dont la fortune cumulée s'élève à 561 milliards de dollars. Leur emprise se fait particulièrement sentir dans la distribution alimentaire et les télécommunications, des secteurs essentiels de l'économie dominés par un nombre restreint d'acteurs. Dans le même temps, l'insécurité alimentaire monte en flèche à travers le pays : en 2025, plus d'un Québécois sur trois vivait une forme d'insécurité alimentaire, et la hausse a été particulièrement marquée au sein de la classe moyenne.

L'éthique de quelques centaines de multimillionnaires et milliardaires en bas de l'échelle en est troublé... et sans doute sont-ils politiquement inquiets. Comme Warren Buffett qui en 2012 jugeait « scandaleux » que sa secrétaire paie deux fois plus d'impôts que lui, ils exigent d'être plus imposés.

Près de 400 millionnaires et milliardaires de 24 pays appellent les dirigeants mondiaux à augmenter les impôts sur les plus riches, face à l'inquiétude croissante que les plus fortunés de la société achètent une influence politique. Une lettre ouverte, publiée à l'occasion du Forum économique mondial de Davos, appelle les dirigeants mondiaux participant à la conférence de cette semaine à combler le fossé grandissant entre les ultra-riches et le reste de la population.

Eux comme Oxfam réalisent que « *[l]e fossé grandissant entre les riches et le reste de la population se traduit par un déficit démocratique insoutenable. Les*

gouvernements font de mauvais choix pour satisfaire l’élite et favoriser les grandes fortunes, plutôt que d’investir dans la qualité des soins de santé, la lutte contre la crise climatique et l’équité fiscale. » C'est là une vérité de La Palice mais il est bon de rappeler ces inextricables liens organiques entre les sphères économique, sociale et politique que les économistes dominants et les chroniqueurs à la mode feignent d'oublier. Le capitalisme en soi inégalitaire ne peut supporter qu'une démocratie formelle aussitôt niée, au prorata de l'intensité des inégalités, par la bureaucratie étatique acquise à la bourgeoisie. Cette bureaucratie est sous la protection du sommet de la pyramide des gens élus au contrôle des partis disposant de l'arme monétaire. En dernier recours les armées, forces répressives et leur couverture judiciaire, entrent en jeu.

S'aiguisent les contradictions inter-bourgeoisie et vis-à-vis la petite bourgeoisie

Que peut le peuple-travailleur québécois, et de partout, contre ce tsunami néo-fasciste qui, pour employer la métaphore du Premier ministre canadien, met à son menu le bien-être si ce n'est la vie des peuples du monde ? Quoique ce dernier parlait plutôt des nations petites et moyennes, plus précisément des petits impérialismes dans le sillon de l'hégémon étatsunien. Le peuple-travailleur doit certainement mettre à contribution les contradictions au sein de la bourgeoisie dont celles signalées plus haut ne sont pas les seules. On remarque de plus en plus les reculades du trumpisme au point que plusieurs lui affublent l'acronyme de TICO (Trump Always Chickens Out). Ce qui paraît une tactique de négociation pour déstabiliser l'adversaire est de plus en plus perçu comme un recul stratégique en particulier vis-à-vis la Chine, le grand ennemi stratégique. Sa riposte de restreindre les exportations de terres rares a fait plier l'échine aux ÉU sans compter que la Russie n'a rien cédé jusqu'ici en retour de la diminution de l'appui étatsunien à l'Ukraine. Plus profondément, les succès économiques et scientifiques de la Chine qui lui valent un boom d'exportation, semblent prendre de court les ÉU.

Si les résistances bourgeoisées externes se raffermissent vis-à-vis Trump, elles commencent à le faire aussi à l'interne par l'intermédiaire des tribunaux, des gouverneurs et maires Démocrates et de la chambre basse du Congrès au fur et à mesure de sa perte de popularité. Cette cruciale perte auprès de sa base petite et moyenne bourgeoisée centrée sur la marché national, laquelle a entraîné une partie du prolétariat col bleu la plus affectée par la désindustrialisation, s'explique par les insuccès de Trump. Sont loin d'être réglés tant l'inflation, surtout dans les secteurs

cruciaux pour la classe populaire, que la crise du logement et le chômage malgré une hausse du PIB plus forte que pour les autres pays du G-7. Côté proprement politique joue un rôle non négligeable le rejet de l'establishment de Washington auquel l'affaire Epstein a associé Trump. Si les affrontements stratégiques contre la Chine et la Russie virent au vinaigre, Trump instrumentalise la paix génocidaire en Palestine et surtout la politique de la canonnière et du coup fourré dans les Caraïbes comme paravents pour tenter de renverser sa chute de popularité par l'intensification à l'ancienne du chauvinisme de grande puissance.

Ces contradictions restent inefficaces sans l'apport des mobilisations populaires

Ceci dit, ni la montée des résistances bourgeois ni la désaffection d'une partie de son électorat petit-bourgeois ne sont en mesure d'arrêter l'offensive néofasciste de Trump et consorts qui ébranle jusqu'à leur base non seulement l'hypocrite droit international — Carney dixit — mais la constitution et les institutions étatsuniennes. Celles-ci, sous leur vernie de démocratie défaillante et fort biaisée ont toujours protégé le suprémaciste blanc imprégnant jusqu'à la moelle la société étatsunienne dont Trump se fait sans fard le promoteur.

Durant ses 365 premiers jours à la Maison-Blanche, Trump ne s'est pas contenté de bafouer les normes et d'ignorer les lois visant à garantir l'équilibre des pouvoirs au sein du gouvernement. Il a imposé des droits de douane punitifs à des dizaines de pays (alliés comme ennemis), sapé l'indépendance de la Réserve fédérale et du ministère de la Justice, réduit le financement des universités et drastiquement diminué les effectifs de la fonction publique fédérale. Il s'est retiré de l'Accord de Paris sur le climat, a ouvert près d'un million de kilomètres carrés de fonds océaniques au forage et a tenté de bloquer de nouveaux projets d'énergie éolienne. Il a déployé la Garde nationale dans certaines villes américaines pour contrôler la population. Il a envoyé l'ICE et la police des frontières dans d'autres pour arrêter des immigrants. Il a fait tuer plus de 100 personnes qu'il accusait de trafic de drogue dans les Caraïbes. Il a destitué le dirigeant vénézuélien et déclaré que les États-Unis s'empareraient du pétrole de ce pays. Il a menacé d'annexer le Groenland par la force. (Voilà les changements principaux. Il y a aussi des dizaines de changements mineurs et surprenants.)

Cette résistance bourgeoise forte de son pouvoir institutionnel et cette réticence petite-bourgeoise forte de son pouvoir électoral ne peuvent devenir des forces effectives que si elles sont prises à bras-le-corps par de grandes mobilisations populaires comme en ont donné un aperçu celles « *No Kings* » et les confrontations

jour après jour contre les voyous et malfrats de ICE devenu une milice raciste du gouvernement fédéral étatsunien. ICE va jusqu'à se substituer aux forces policières normales, qui n'ont pourtant rien de progressistes tant s'en faut, comme ces derniers temps à Minneapolis. Toutefois, il en faudra beaucoup plus pour renverser la tendance forte vers des ÉU néofascistes et un Québec et un Canada soumis allant dans la même direction.

Il est temps de s'organiser à gauche-toute contre l'extrême-droite se consolidant

Il ne s'agit pas seulement de grands soulèvements soutenus dans le temps comme en a connu en vain jusqu'ici le dit printemps arabe ni même les indispensables comités de base dans les lieux de travail, d'étude et les quartiers qui ont émergé en Syrie et au Soudan avant leur chute dans la catastrophe. Il ne s'agit pas non plus de compromis avec les forces de l'extrême-droite qui au Soudan a pavé la voie au retour d'une dictature militaire sanguinaire laquelle a dégénéré en guerre civile génocidaire et encore moins de capituler au lieu de mobiliser comme l'a fait Syriza en Grèce en 2015. La gauche sociale et politique doit comprendre qu'on n'affronte pas la droite muant et s'organisant en extrême-droite en restant campé au centre déserté socialement depuis longtemps — les inégalités de revenu et de fortune en témoignent — et de plus en plus électoralement. L'heure est venue de s'organiser à gauche-toute.

C'est ce qu'ont électoralement compris les Democratic Socialists of America (DSA) de New York en mobilisant massivement contre le suprémacisme blanc sur la base d'une plateforme de rupture antilibérale concrète, concise et testable au bout du mandat. Dans le contexte frigorifiant des ÉU, cette plateforme social-démocrate est à comprendre comme ouverte sur l'anticapitalisme en autant que la DSA maintienne une mobilisation de grande envergure pour sa réalisation en particulier contre le capitalisme immobilier et financier de New-York et contre le gouvernement Démocrate de cet état. Ce n'est pas acquis étant donné que la majorité de la DSA se voit comme l'aile gauche du parti Démocrate ce qui amène le gouvernement Mamdani à pactiser avec ce parti et même avec Trump.

Rupture Solidaire avec le centrisme combinée avec la mobilisation anti-CAQ ?

Tel est l'exemple que Québec solidaire a devant les yeux tout comme le NPD fédéral, tous deux dans la cave du classement dont ils pourraient sortir rapidement comme l'a fait le parti de Gauche allemand (Die Linke). À court terme, la gauche doit œuvrer pour que le NPD sélectionne un chef clairement de gauche parmi les deux candidats qui ont ce profil. Quant à Québec solidaire, il doit se doter d'une plateforme à la Mamdani en vue de l'élection de l'automne prochain. Cette rupture avec le centrisme devrait lui donner la capacité de mobiliser la jeunesse apeurée par la perspective de la terre-étuve et en colère contre l'identitarisme, pour le dire poliment, du parti au gouvernement (CAQ) et de celui en tête des sondages (PQ). Il ne faudrait pas non plus oublier le parti qui se clame clairement de l'extrême-droite (parti Conservateur) et qui désormais dépasse les Solidaires dans les sondages. Et ne pas s'illusionner envers le parti traditionnel de la bourgeoisie (les Libéraux) incapable de se délivrer de l'Argent corrupteur et du statu-quo.

Contrairement au DSA, les Solidaires n'ont pas à se démarquer d'un parti bourgeois à moins qu'il ne se laisse encore une fois tenter par une alliance avec le PQ cette fois non pas par « progressisme » commun mais à cause de l'indépendantisme. Le cas échéant, il faudra bien sûr réfléchir à une tactique de marcher séparément et frapper ensemble en tenant pleinement compte que le PQ aspire non à un Québec du soin et du lien en décroissance matérielle mais plutôt à un petit Canada extractiviste avec son « *flag sul hood* » dans le sillage des ÉU trumpiens. L'urgence cependant demeure la plateforme à la Mamdani dont même la gauche du parti ne comprend pas la nécessité. Elle propose plutôt un mini-programme de politiques générales soupeoudré de quelques revendications qui ne clivent rien.

Évidemment, une remobilisation sociale contre la panoplie de lois scélérites de la CAQ, annoncée par la manifestation syndicale et populaire des 50 000 en novembre dernier, contribuerait vraisemblablement à une remontée Solidaire. Et vice-versa en ce qui concerne un tournant Solidaire à gauche-toute que pourrait laisser voir le Conseil national de février. Annoncer une remobilisation sociale le Premier mai est un peu tard mais peut-être pas trop tard, espérons-le, pour influencer le congrès plateforme Solidaire qui se tiendra en mai.